

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine et de l'Immobilier
Département des contrats immobiliers



**ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX NEUFS :
CHAUFFAGE – VENTILATION – CLIMATISATION (CVC)**

Université de STRASBOURG

Cahier des Clauses Administratives Particulières

DCI 2025 584

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.3 - MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
1.4 - DECOMPOSITION EN LOTS	6
1.5 - DUREE DU MARCHE	6
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
1.7 - FORMATION OBLIGATOIRE : PRESTATIONS D'AUTOMATISME ET DE SUPERVISION ET LES DSCS	7
1.8- DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE :	7
1.9- MAITRISE D'ŒUVRE	8
1.10 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	8
1.11 - CONTROLE TECHNIQUE	8
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHE	9
3.1 - GENERALITES	9
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	9
3.2.1 PRESTATIONS EXECUTEES PAR L'EMISSION DE MARCHES SUBSEQUENTS	9
3.2.2 CLAUSE DU BUTOIR	10
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	10
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
4.1- GARANTIE FINANCIERE	11
4.2- AVANCES	11
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
5.2 - APPROVISIONNEMENTS	13
5.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	13
ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES	14
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	14
6.3 - PENALITES	14
6.3.1 DEFINITION DES PENALITES	14
6.3.2 TABLEAU DES PENALITES	15
6.3.3 MODALITES D'APPLICATION DES DELAIS ET PENALITES	16

6.3.4 REFACTION DES PRIX	16
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES ET ASSURANCES	17
7.1 - GARANTIES FINANCIERES	17
7.2 - ASSURANCES	17
ARTICLE 8 : RESILIATION DU MARCHE	17
ARTICLE 9 : MARCHES AYANT POUR OBJET DES PRESTATIONS SIMILAIRES	17
ARTICLE 10 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	17
ARTICLE 11 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	18
ARTICLE 12 : CLAUSE DE REEXAMEN	18
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet de la consultation

Les stipulations du présent accord-cadre concernent **la réalisation de travaux neufs Chauffage-Ventilation – Climatisation dits CVC au sein de l'Université de Strasbourg.**

L'accord-cadre a ainsi pour objet la réalisation des travaux neufs en matière de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'automatisme et supervision, d'électricité, génie civil. Il porte sur les installations neuves, l'extension d'installations existantes, le remplacement, et les études associées.

Lieux d'exécution : l'ensemble des bâtiments sur les différents sites de l'Université de Strasbourg. Les bâtiments sont répartis sur la communauté urbaine de Strasbourg, Haguenau, Colmar et Sélestat.

Il est rappelé aux titulaires que l'Université doit assurer des missions de services publics et qu'en conséquence, les prestations demandées doivent être exécutées sans retard et avec une diligence particulière, y compris pendant les périodes de congés scolaires.

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses techniques particulières.

1.2 - Dispositions générales

Il s'agit d'un accord-cadre passé en procédure adaptée soumise aux dispositions des articles **L.2123-1-1°, R2123-1, R2123-1-1° et R2123-4** du Code de la commande publique.

En outre, cette consultation sera passée en application des articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique relatifs aux accords-cadres exécutés par la passation des marchés subséquents.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire sans minimum et avec un maximum de 5 300 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

A titre informatif et sans valeur contractuelle, lors du précédent marché, l'ordre de grandeur des dépenses a été de :

- 850 000 € HT pour l'année 2022 ;
- 650 000 € HT pour l'année 2023 ;
- 320 000 € HT pour l'année 2014 ;
- 1 000 000 € HT pour l'année 2025.

Il s'agit d'un accord-cadre à marchés subséquents qui pourront être passés pour certaines opérations en lien avec des projets de l'Université.

L'Université de Strasbourg se réserve le droit de passer par le biais d'une consultation extérieure pour réaliser les prestations concernées pour des raisons budgétaires, techniques ou de contraintes de planning.

Les marchés subséquents préciseront leurs formes, durées, périmètres des prestations, les éventuelles tranches, variantes à l'initiative des attributaires et les variantes imposées par le pouvoir adjudicateur.

Les prestations faisant l'objet d'un marché subséquent seront réglées par un prix global forfaitaire.

1.3 – Modalités de passation des marchés subséquents

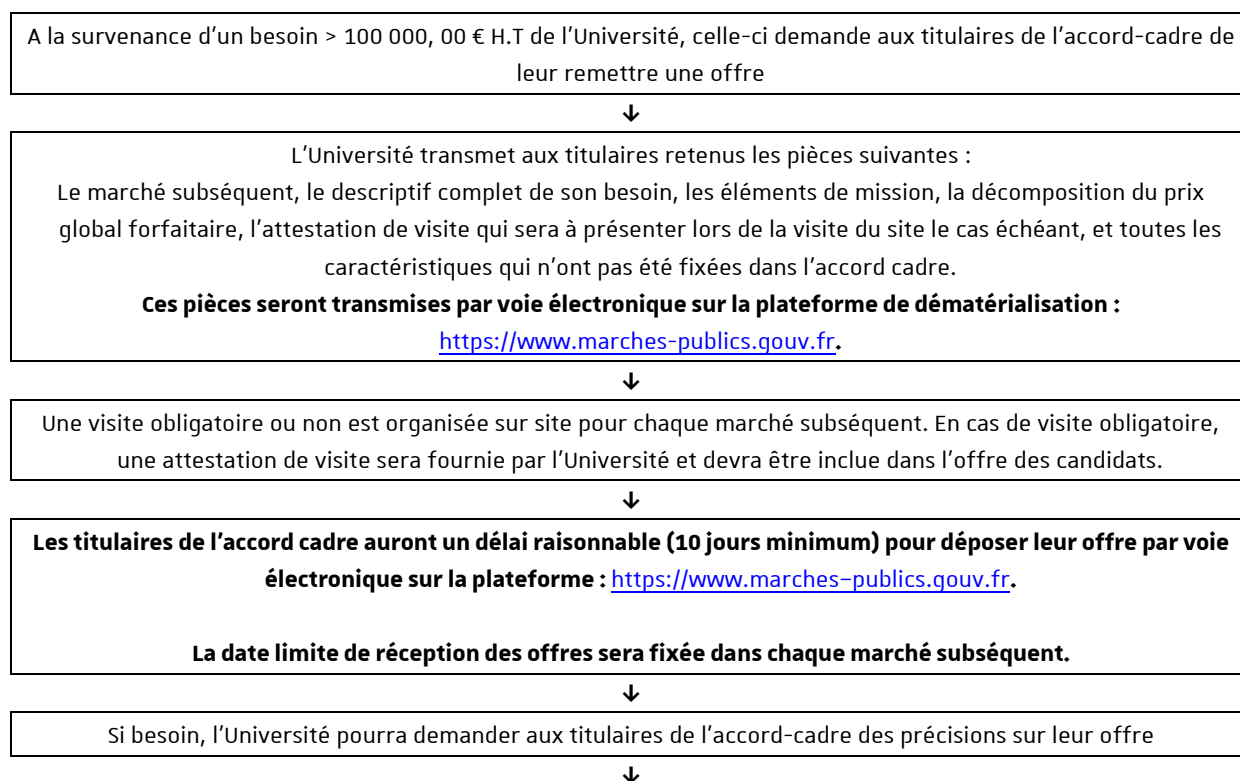
Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, **les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre** (3 au maximum, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres) par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance d'un besoin.

Les dits titulaires de l'accord-cadre **ont l'obligation de déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque remise en concurrence dans le cadre des marchés subséquents.**

Lors des remises en concurrence, en cas d'impossibilité de soumettre une offre, les titulaires devront justifier par écrit de leur impossibilité de répondre, dans le même délai que celui imparti pour la remise des offres. Cette justification parviendra via la plateforme de dématérialisation.

- L'absence d'offre et de justification entraînera l'application d'une pénalité (voir : article 6.3.2 du présent C.C.A.P.).
- L'absence d'offre et de justification à trois marchés subséquents consécutifs pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité, pour le titulaire concerné.

En synthèse, l'université de Strasbourg passera un ou des marchés subséquents avec les titulaires de l'accord-cadre selon le schéma suivant :



ACCORD-CADRE RELATIF A DES TRAVAUX NEUFS: CVC

Les entreprises non retenues seront averties par courrier, transmis par voie électronique sur la plateforme précitée.



Après analyse, le marché subséquent est signé et notifié au titulaire retenu par voie électronique sur la plateforme précitée.



Le titulaire démarre les prestations prévues au marché subséquent selon les modalités fixées par le marché subséquent concerné (à la notification du marché subséquent ou à la délivrance d'un ordre de service)

Chaque nouveau besoin dont le montant sera supérieur à 100 000,00 € H.T fera l'objet d'un marché subséquent. A titre d'informations, les **besoins estimés inférieurs à 100 000,00 € H.T** feront l'objet d'un bon de commande auprès des attributaires de l'accord-cadre maintenance et travaux associés en ses lots 1 à 5. Chaque lot représentant un campus de l'Université de Strasbourg.

Les éléments à compléter par le titulaire dans chaque marché subséquent sont en particulier le montant, le mémoire méthodologique proposé pour chaque opération.

Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre.

Les éléments apportés aux caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord cadre ne peuvent être modifiés de manière substantielle à l'occasion des marchés subséquents.

1.4 - Décomposition en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots dans le cadre de cet accord-cadre.

Toutefois, les lots ou les tranches peuvent être définis à la conclusion de chaque marché subséquent.

1.5 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. En aucun cas, la durée totale du marché ne pourra dépasser 4 ans.

La reconduction se fait de manière tacite pour une période d'un an à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise ou n'est notifiée au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord cadre, il en informe les titulaires par écrit au moins 30 jours calendaires avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ne pourront être passés que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai d'exécution. La date de démarrage des prestations commencera soit à la réception de la notification du marché subséquent, soit à la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage que le pouvoir adjudicateur émettra ultérieurement.

En cas d'opération importante, il pourra être transmis au titulaire un calendrier prévisionnel d'exécution.

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.7- Formation obligatoire : prestations d'automatisme et de supervision et les DSCS

Une formation sera assurée par l'Université concernant les prestations d'automatisme et de supervision ainsi qu'une sensibilisation générale aux DSCS auprès d'au moins deux personnes nommées par l'entreprise. L'entreprise ayant bénéficié de la formation devra assurer la transmission des informations en interne pour assurer une continuité d'exécution et partager les standards de l'Université.

1.8- Désignation de sous-traitants en cours de marché :

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG – TRAVAUX.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

1.9- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'Université de Strasbourg sous réserve du recours éventuel d'une maîtrise d'œuvre extérieure à l'Université pour certaines opérations.

1.10 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Selon l'importance des travaux à effectuer, des mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé en plus de la réalisation systématique d'un plan de prévention seront précisées à l'occasion de l'émission du marché subséquent.

1.11 – Contrôle technique

Selon leur importance, les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique. Le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement le cas échéant.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières de l'accord-cadre :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe :
 - Annexe 1 relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Règlement de la Consultation (R.C.) ;
- Les standards techniques de l'Université (DSCS) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Les réponses aux questions posées aux entreprises par la maîtrise d'ouvrage en phase d'analyse des offres ;
- L'exercice de mise en situation ;
- L'attestation de visite ;

B) Pièces particulière pour les marchés subséquents :

Un projet de marché subséquent comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) du marché subséquent et ses annexes à compléter :
 - L'annexe 1 à l'A.E. relative à la désignation et répartition de cotraitants en cas de groupement le cas échéant ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F), le cas échéant, à compléter ;

ACCORD-CADRE RELATIF A DES TRAVAUX NEUFS: CVC

- Le CCTP du marché subséquent le cas échéant ;
- Des annexes si nécessaires : plan, études etc... ;
- Le mémoire technique adapté à chaque marché subséquent et présentant de manière succincte les spécificités et les enjeux de l'opération ;
- La lettre de consultation.

C) Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de la circulaire.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Article 3 : Prix du marché

3.1 – Généralités

Sauf disposition contraires, les prix du présent marché sont exprimés en Euros et établis hors T.V.A.

Conformément à l'article 10.1.1 du C.C.A.G.- Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations faisant l'objet d'un marché subséquent seront réglées par application des prix indiqués dans la Décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque marché subséquent.

3.2 – Modalités de variation des prix

3.2.1 Prestations exécutées par l'émission de marchés subséquents

Les prestations faisant l'objet de chaque marché subséquent seront réglées par un prix global forfaitaire.

La date d'établissement des prix des marchés subséquents est la date limite de réception des offres de chaque marché subséquent.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = I(d-3)/Io$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation,
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- d : mois de début d'exécution des prestations,
- I (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Energie, est l'index :

BT 41 : ventilation et conditionnement d'air (50% de la part variable)

BT 47 : Electricité (50% de la part variable)

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

3.2.2 Clause du butoir

Il est entendu que les prix sont susceptibles de variations au cours de la période d'exécution du marché.

Le prix de règlement ne dépassera pas le taux de 3 %, sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances à apprécier par le Pouvoir Adjudicateur à la demande du Titulaire. La multiplication de ce type de situations pourra entraîner la résiliation du marché au titre d'une responsabilité du titulaire, sans faute.

L'appréciation du taux de 3 % sera faite de manière globale sur le marché.

Ce document devra être envoyé à l'adresse suivante :

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67 081 STRASBOURG Cedex

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai imparti, les prix du marché ne pourront être révisés et resteront inchangés pour la nouvelle période (jusqu'à la date anniversaire suivante), sans que le titulaire puisse élever de contestations sur ce point.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables.

Dans le cas où, le marché subséquent s'intègre dans le cadre d'un projet global, les dépenses communes seront portées au débit d'un compte prorata. Les modalités de gestion et de participation seront précisées aux stipulations des futurs marchés subséquents.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial des marchés subséquents dont le montant est supérieur à 50 000 € HT (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituées en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2- Avances

Une avance est accordée pour les marchés subséquents d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché subséquent si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du marché subséquent.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront réglés mensuellement.

ACCORD-CADRE RELATIF A DES TRAVAUX NEUFS: CVC

Les demandes de paiement porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Dès 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique. Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500.

Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

ac-bureaufacturier@unistra.fr

Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour

l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiereletat-0
- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

5.2 – Approvisionnements

Sans objet.

5.3 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Par ailleurs, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5. du CCAG-Travaux.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Pour chaque chantier, les délais d'exécution des travaux sont fixés à chaque marché subséquent conformément aux stipulations des pièces du marché.

En cas d'opération importante, il pourra être transmis au titulaire un calendrier prévisionnel d'exécution.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.1 et 3.8 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, est fixé à 20 jours ouvrés par année.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux réalisés en extérieur seront prolongés par ordre de service d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limitée et durée
Précipitations	>15mm/jour entre 7h00 et 19h00
Refroidissement	-4°C à 8h00 du matin
Neige	>4cm sur le site
Gel	sur constat du CSPS ou de l'OPC
Séisme	apparition d'un phénomène remarquable
Vent	>60 Km/h pendant 4 heures entre 7h00 et 19h00

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Strasbourg-Entzheim.

6.3 - Pénalités

6.3.1 Définition des pénalités

Les pénalités et réfections sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché. Les réfections sanctionnent la mauvaise exécution des prestations.

Les pénalités et réfections sont cumulables, elles sont déductibles des règlements à effectuer au titulaire. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

ACCORD-CADRE RELATIF A DES TRAVAUX NEUFS: CVC

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, des fluides et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui est signifié.

Dans tous les cas, le non-respect des délais entraînera l'application de pénalités de retard compte tenu que d'autres prestations font suite à celles du présent marché, et sont dépendantes de la date de fin d'exécution de ces dernières.

La date prise en compte pour l'application des pénalités de retard est la date de fin d'exécution induite par le délai d'exécution défini d'un commun accord avant les prestations, et figurant sur l'ordre d'exécution validé par l'entreprise à réception.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG-TRAVAUX, les pénalités seront calculées selon les modalités décrites à l'article 6.3.2 du CCAP.

6.3.2 Tableau des pénalités

Désignations	Pénalités (montants hors taxes)
Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations par rapport au délai prévu dans chaque marché subséquent	300 € / jour de retard
Non-respect de la procédure d'agrément des sous-traitants. La pénalité s'applique à chaque fois qu'un intervenant du titulaire non agréé par l'Université interviendra sur les sites objet du présent marché.	300 € HT / défaut constaté
Non-respect des consignes de Sureté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets Tout manquement ou infractions aux dispositions décrites au Plan de Prévention des marchés subséquents, au CCAP, au CCTP et au CCAG-TRAVAUX	150,00 € HT / par manquement et/ou par jour de retard constaté par le maître d'ouvrage
Non présentation de document contractuel. La non-tenu à jour des documents sur les sites ou l'impossibilité de les présenter à l'Université engendre une pénalité de 50 € HT par document. La pénalité pour non remise d'un document (y compris pour les études) à transmettre à l'Université est fixée à 100 € HT par jour de retard.	50 € / document 100 € / jour de retard
Pénalités pour retard de saisie des données prescrites au marché dans le Logiciel d'Intervention (GestInter). La pénalité s'applique au moment du paiement des travaux effectués. L'utilisation du logiciel devra donc se faire au plus tard à la date de facturation des prestations.	100 € / jour de retard
Défaut de réponse à un marché subséquent sans justification écrite transmise dans le même délai que celui imparti pour la remise des offres	100 € / défaut constaté
Absence de nettoyage hebdomadaire du chantier et absence de bonne tenue du chantier	300 € / jour calendaire
Absence à une réunion de chantier non motivée par écrit 24h00 à l'avance	300 € / défaut constaté
Retard dans la remise des procès-verbaux dans les délais indiqués par le	50 € / jour calendaire

pouvoir adjudicateur (à compter de la demande du pouvoir adjudicateur selon les dispositions de l'article 6.3.3 du CCAP)	
Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique et des réponses suites aux demandes de précisions en phase d'analyse des offres	100 € / défaut constaté

Toutes les pénalités seront appliquées sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage, et/ou de l'assistant à maîtrise d'ouvrage le cas échéant, sans aucune mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les titulaires ne bénéficient pas de l'exonération des pénalités, sauf décision prise par le pouvoir adjudicateur. Elles ne seront pas affectées par la révision des prix. Pour le calcul du montant des pénalités, il sera tenu compte du jour du constat de l'infraction, ou du jour du retard.

6.3.3 Modalités d'application des délais et pénalités

Les délais d'exécution des travaux ou de réalisation de devis commenceront à courir à compter de l'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Les demandes d'exécution de travaux ou devis prendront la forme soit :

- D'un mail (avec demande d'accuser de réception),
- D'un courrier recommandé,
- D'un bon de commande,
- De l'inscription d'une demande dans le logiciel de gestion des travaux et des interventions « GEST'INTERV » ou similaire.

Les demandes faites par téléphone devront être doublées d'une demande par mail avec en copie le responsable de site de la Direction du patrimoine immobilier (avec demande d'accuser de réception).

Les pénalités seront appliquées en se référant à la date d'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur (mail, courrier, bon de commande, inscription dans Gest'interv ou similaire).

L'attributaire devra, lors du commencement de l'accord-cadre, transmettre à la Direction du patrimoine immobilier (Université de Strasbourg) une adresse mail pour les demandes d'exécution des travaux.

6.3.4 Réfaction des prix

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations, l'Université peut, conformément aux dispositions de l'article 41.7 du CCAG-Travaux, appliquer une réfaction sur les prix correspondants. La valeur de la réfaction sera fixée en fonction de l'étendue des imperfections constatées. Les prestations soumises à réfaction et le montant des refactions appliquées seront constatés par un procès-verbal contradictoire signé par le titulaire et l'Université.

Article 7 : Garanties financières et assurances

7.1 - Garanties financières

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

7.2 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, les titulaires, les mandataires ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Les titulaires s'engagent par ailleurs à fournir, sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours, ces déclarations appropriées de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels à jour.

Article 8 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Article 9 : Marchés ayant pour objet des prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des travaux complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet de marchés subséquents pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

Article 10 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 11 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 12 : Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées aux marchés subséquents, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications pourront porter sur la qualité des produits et le type de matériaux.

Les modifications pourront porter sur les quantités des prestations à fournir tel que prévues dans le CCTP, le CCAP et l'acte d'engagement de l'Accord-Cadre.

Les modifications porteront sur les quantités des prestations à fournir tel que prévues dans les DPGF, le CCTP le cas échéant et l'acte d'engagement des marchés subséquents.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai de 15 jours sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé.

Article 13 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.3 déroge à l'article 19.1 et 19.2 du CCAG-Travaux ;